

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/205
15 août 2002

(02-4462)

Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA THAÏLANDE

Le document qui suit est le texte final d'une communication de la Mission permanente de la Thaïlande, qui a fait l'objet d'une distribution préliminaire pour la réunion du Groupe de travail tenue les 1^{er} et 2 juillet 2002.

COOPÉRATION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

I. RECONNAISSANCE DE LA NÉCESSITÉ D'UNE ENTRAIDE

1. La Thaïlande est consciente des préjudices que peuvent causer les ententes internationales et de l'urgente nécessité d'éradiquer ces pratiques transfrontières. Nous n'ignorons pas non plus que ces ententes opèrent en général dans les pays où l'application de la législation sur la concurrence laisse à désirer, et c'est pourquoi nous soutenons les efforts déployés au niveau multilatéral en vue de fournir une entraide pour combattre ces ententes.

2. Nous craignons que le resserrement des liens de coopération dans le domaine de l'application de la législation de la concurrence entre les économies plus avancées ne risque d'amener les cartels à orienter leurs activités vers les économies où l'application de cette législation laisse à désirer. Selon un document de référence rédigé pour l'élaboration du *Rapport sur le développement dans le monde 2001* de la Banque mondiale, les importations affectées par les ententes représentent approximativement 6,7 pour cent des importations des pays en développement. Ces estimations se fondent uniquement sur les ententes connues, dont l'existence a été révélée par les autorités de la concurrence des États-Unis et de l'Europe. Les chiffres véritables pourraient être bien plus élevés.

3. La Thaïlande estime que la coopération multilatérale **doit assurer** aux pays en développement une meilleure protection contre les ententes internationales. Dans le passé, seuls les cartels qui portaient préjudice aux économies développées, et particulièrement aux États-Unis et à l'Union européenne, ont été mis au jour et poursuivis. Si le démantèlement de ces ententes peut contribuer à perturber leurs opérations dans les économies en développement, d'autres cartels qui n'opèrent que dans les pays en développement ne seront peut-être jamais découverts ou poursuivis. Le cartel de l'acier est un exemple d'entente dont on connaît l'existence depuis plus d'une dizaine d'années, mais qui n'a jamais été poursuivie.

II. PROPOSITION CONCERNANT LE MODE DE COOPÉRATION

4. La Thaïlande estime que les accords bilatéraux de coopération qui existent à l'heure actuelle sont utiles pour renforcer les capacités, mais qu'ils ne sont pas suffisants pour protéger les pays en

développement contre les ententes internationales parce que les pays qui ont des régimes de concurrence plus avancés ne verront aucun intérêt à coopérer avec les pays où l'application de la législation sur la concurrence est jugée inadéquate. C'est pourquoi une *coopération multilatérale* constituerait une solution positive pour les économies en développement.

5. Nous pensons que, dans le cadre d'une coopération multilatérale pour la lutte contre les *ententes injustifiables*, *l'engagement initial* devrait comporter les éléments suivants:

- La notification, qui implique que les autorités qui ont entrepris de mener une enquête sur les ententes injustifiables afin de les poursuivre alertent rapidement les autorités compétentes des pays pour leur indiquer que des cartels opèrent peut-être sur leur territoire. La notification doit inclure au moins des éléments d'information généraux et une analyse préliminaire du dossier en question. Les autorités devraient être régulièrement tenues informées des progrès de l'enquête.
- Une consultation obligatoire, qui requiert des pays qui enquêtent sur une entente présumée qu'ils procèdent à des échanges de vues avec les autres pays Membres dont les intérêts peuvent être lésés.
- L'assistance, qui requiert des autorités de la concurrence qu'elles coopèrent en fournissant une assistance analytique, en communiquant leurs données d'expérience et en formulant des suggestions au sujet des techniques d'application de la législation, etc. Il conviendrait aussi de faciliter les demandes de collecte d'éléments d'information.

6. Compte tenu des différences très importantes qui existent entre les ressources financières et techniques dont disposent les autorités de la concurrence des pays en développement et leurs homologues des pays en développement, il faudrait accorder aux Membres en développement un *traitement spécial et différencié* en cas d'assistance obligatoire en matière d'application de la législation. Nous proposons que les autorités de la concurrence des pays en développement reçoivent une indemnisation pour la fourniture des services requis et qu'elles soient autorisées à coopérer dans la mesure où les contraintes techniques et financières ne l'interdisent pas.

7. Nous proposons par ailleurs que l'objectif de la coopération à moyen terme soit centré sur l'établissement d'une entraide juridique mutuelle.¹ Un traité d'assistance juridique plurilatéral contre les ententes² permettrait d'éliminer la règle de la double incrimination. Nous pensons que les entreprises en tant qu'entités juridiques peuvent commettre des délits et que les entreprises agissent par l'intermédiaire d'individus. Il est donc nécessaire de traduire en justice ceux qui sont responsables de délits des affaires – comme ceux qui ont commis d'autres délits – et de les poursuivre s'ils sont reconnus coupables. Nous reconnaissons que le cadre juridique actuel de certains pays Membres ne fournit pas de juridiction extraterritoriale basée sur la "doctrine des effets", mais il peut être utile d'étudier la possibilité de conclure initialement un accord préalable sur la courtoisie positive entre les pays Membres où un arrangement de ce genre est juridiquement possible.

¹ La Thaïlande a conclu plusieurs traités d'entraide mutuelle pour l'application des mesures concernant les infractions pénales. Il convient aussi de noter que les infractions à la législation de la concurrence constituent une infraction pénale en Thaïlande.

² En fait, il faudrait se mettre d'accord sur la définition des ententes et des éléments qui constituent une violation de la législation.

8. Nous sommes conscients que l'*échange de renseignements confidentiels* serait des plus utiles pour faciliter l'application de la législation. La Thaïlande a adopté en 2001 une loi sur les procédures administratives pour la classification et le traitement des renseignements confidentiels. Notre loi de 1997 sur l'information du public garantit aussi au public l'accès aux documents des administrations publiques. Un comité a été créé pour étudier les demandes de divulgation des documents publics. Ses décisions ont force exécutoire pour toutes les entités publiques. Il n'existe pas d'interdiction dans notre législation concernant l'échange d'informations non confidentielles, mais en l'état actuel des choses, la communication d'informations confidentielles sur une base multilatérale est difficilement concevable compte tenu des contraintes juridiques et institutionnelles. L'échange d'informations non confidentielles serait plus pratique et plus approprié. Toutefois, l'échange d'informations confidentielles serait indispensable pour les demandes présentées au titre de la courtoisie positive, que nous considérons comme un élément essentiel de la coopération efficace à laquelle il faudrait parvenir à moyen terme. Cette question sera examinée de façon plus approfondie ci-après.

9. Nous comprenons que les sanctions différentielles et les règles de procédures matérielles ainsi que les fuites d'informations confidentielles sont des sujets de préoccupation majeurs. Mais nous pensons que ces problèmes peuvent être réglés si les politiques industrielles et commerciales nationales ne viennent pas entraver le processus. En fait, les pays admis à participer devront satisfaire aux critères minimums en termes de qualité des procédures et de traitement de l'information confidentielle. Nous voudrions souligner qu'en l'absence d'un accord sur la courtoisie positive, les pays en développement continueront sans doute d'être les victimes des pratiques de concertation préjudiciables des cartels.

10. Enfin, nous pensons que les modalités de coopération envisagées sont pratiques et réalisables et qu'elles peuvent être efficaces pour lutter contre les ententes opérant dans les pays Membres, qu'il s'agisse de pays développés ou de pays en développement. Chose plus importante, cette coopération, qui implique l'échange d'informations, une coordination, des consultations et une assistance, permettrait de jeter les bases d'une coopération plus étroite à l'avenir.
